65e Année. — N° 123

Le Numéro
15 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Belgique, Hollande et Suisse 10.00 20.00 40.00
France ... 12.00 24.00 48.00
Union postale 16.00 31.00 62.00

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

65e Année. — N° 123

DIMANCHE
2
MAI 1920

Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

LA JOURNÉE DU 1er MAI. — LA GRÈVE DES CHEMINOTS

QUESTIONS SOCIALES ET OUVRIERES

Les déclarations récentes de M. Lebas à la Chambre des Députés sur la nationalisation des mines et reproduites cette semaine par le « Journal de Roubaix », ont étonné tous ceux qui suivent l'évolution du Collectivisme depuis de longues années.

Le voilà devenu anti-étatiste et donc corporatif.

Et voilà encore une volte-face nouvelle ajoutée à tant d'autres. Est-ce la dernière? « Le socialisme est en train de mourir », disait il y a quelque vingt ans un grand chef socialiste allemand, tachant d'expliquer les variations du Parti.

Le Collectivisme continue de mourir! comme un simple mamarian!

Car enfin le citoyen collectiviste Lebas a beau dire qu'il n'y a pas de plus anti-étatiste que lui ; l'Etatisme était bel et bien l'alpha et l'oméga du vrai, du pur collectivisme.

Rafraîchissons nos souvenirs. *Le Manifeste Communiste* de 1847, au chapitre III, portait textuellement :

1. Expropriation de la rente foncière et confiscation au profit de l'Etat.
5. Centralisation du Crédit dans les mains de l'Etat.
6. Centralisation dans les mains de l'Etat de tous les moyens de transport.
7. Centralisation des manufactures nationales et des instruments de travail dans les mains de l'Etat.

Voilà des déclarations formelles, semble-t-il, et quatre fois répétées.

Gabriel Deville, dans sa traduction abrégée du *Capital*, de Karl Marx — c'est bien un pur, j'espère — dit que le Socialisme c'est la conversion de toutes les propriétés privées en propriété collective et la transformation de la production marchande en production socialiste exercée par la Société et pour la Société. Et pour qu'on ne s'y trompe pas, il ajoute :

« Nous disons socialiste et non communalistes, comme le voudraient quelques-uns. Car les inconvénients de la propriété individuelle se retrouveraient dans la propriété communale et aussi dans la propriété corporative, à cause notamment des partages inégaux qui en sauraient la conséquence, de la productivité différente des moyens de production... Que la lutte s'engage entre Communes et Communes, entre corporations et corporations, ou patrons et patrons, il y aura inégalité entre travailleurs fournissant une même somme de travail et concurrence ruineuse. Ce serait donc une autre forme, la continuation de la Société présente. »

D'autre part Leo, dans une conférence fortement charpentée et intitulée : *La Propriété et le Socialisme*, dit :

« Le Socialisme consiste dans la socialisation des moyens de production, ou en d'autres termes dans la remise des capitaux, le sol, le sous-sol le machinisme aux mains de la Société qui les exploitera entièrement, et non sur la base de l'anarchisme, comme le demandent les anarchistes, ces réactionnaires d'un nouveau genre. »

(Cité V. Brouzon, à *La Hestre*, 1893, p. 27 et 28).

Et Schaeffle avait écrit avant eux :

« L'alpha et l'oméga du Socialisme, c'est la transformation du capital privé soumis à la loi de la concurrence, en un capital collectif unique. »

Jules Guesde, dans son livre « En garde! », rejette, lui aussi, toute atténuation, toute compromission. Il ne veut ni du collectivisme communal, ni de la régie municipale, qui ne sont que des leurres, ni d'aucune sorte de propriété pour l'ouvrier.

En ce temps-là nous avions beau leur dire ce que M. Lebas répète aujourd'hui : « Mais l'Etat est un mauvais industriel et un mauvais commerçant! »

Rien n'y faisait. Nous n'étions que de vulgaires réactionnaires.

Mirman, député socialiste, ayant refusé d'accepter les doctrines intégrales du collectivisme, fut obligé de renoncer à son mandat, ce il écrivait dans le *Franc-Parleur de Reims* :

« Socialisation de la propriété capitaliste? Les uns, de ne pas adhérer à cette formule, ont un reproche, parce que cette formule, disent-ils, est bonne, sûre, réalisable : d'autres, parce qu'elle n'engage à rien ; d'autres, parce que le pourrais soutenir à ne pas y adhérer sans expliquer les raisons de mon refus. Je me trouve justifié comme de ces griefs. »

En 1894, le parti socialiste Suisse s'insurge à son tour, contre cette conception étatiste qui est la doctrine officielle du Parti et de tous ses grands Pontifes, et il en propose ainsi la revision :

« La formule socialiste jusqu'ici comme la formule neuve du Parti : « Socialisation de toute l'activité économique » est erronée, insoutenable, contraire à la marche du mouvement social. On ne voit pas par quelles transformations l'Etat pourrait arriver tout d'un coup à devenir un Directeur habile de l'activité économique. Il est beaucoup plus probable que nous lui attribuerons à une tâche sous le fardeau de laquelle il succombera. Quiconque veut servir les yeux, voit que partout où l'Etat se fait producteur, sauf en matière de transports et de moyens de communication, sa capacité de production reste inférieure à celle des particuliers, et qu'il produit d'une manière irrationnelle, contraire aux lois économiques, lourde, bureaucratique. Nous devons en tirer cette conclusion que l'Etat n'est pas un organisme apte à l'activité économique. »

Et la proposition de révision finit en affirmant comme solution les Associations ouvrières de production, c'est-à-dire le programme de l'évêque Ketteler et des démocraties chrétiennes.

C'était la voix du bon sens, qui fait toujours par triompher.

Et aujourd'hui nous voyons le Collectivisme tuer Marx, le Manifeste Communiste, G. Deville, J. Guesde, Schaeffle, et en revenir presque à la Corporation.

La doctrine a-t-elle changé? Non certes.

Est-ce que la Science change?

Est-ce que la Vérité change?

Or, le Socialisme est tout cela, Science et Vérité.

S'il n'a pas changé, qu'a-t-il donc fait?

Je vous l'ai dit : il a mué!

J. T. R.

INFORMATIONS

UN NOUVEAU TIMBRE DE 40 CENTIMES

Pour faciliter l'affranchissement des lettres recommandées dont le tarif de 50 cent. a modifié la taxe, le gouvernement des Postes vient de décider la création d'un nouveau timbre de 40 centimes. Il sera de même type que les timbres de la série de 40 centimes à 1 franc.

LA GUERRE DE CLASSES A PEU PRÈS TERMINÉE DE L'ESTONIE

Paris, 1er mai. — Le gouvernement de la République s'étant déclaré en faveur de la guerre à la ville soviétique de Moscou et à la ville sœur de Pétrograd, a fait démarches d'adhésion pour leur hôtesse et les propagandes pour les conditions qu'elles auraient si elles de la guerre.

LA REDDITION DE MAUBEUGE

On continue à entendre les témoins

Paris, 1er mai. — Une nombreuse assistance de presse à l'audience d'aujourd'hui, ouverte à 14 h. un quart.

M. Messimy qui avait été convoqué ne s'étant pas présenté, on entend le chef d'escadron Lefèvre, chef d'état-major de la place qui raconte que la retraite précipitée de la 5e armée les avait surpris et empêchés d'organiser les destructions nécessaires.

Le témoin explique qu'il n'a pas cherché autour de lui des collaborateurs pour lui permettre de faire face aux responsabilités qui lui incombaient, parce qu'il ne voyait pas d'officier ayant les capacités suffisantes.

Il parle ensuite de l'évacuation de la population qui ne put se faire au cours de l'investissement, et d'une tentative dirigée par Lamoureux qui échoua.

Sur une question de Me Henri Robert, le témoin renferme que le général Fournier a fait des demandes de crédit et de matériel, avant la mobilisation, demandes qui sont restées sans réponse.

M. MESSIMY DEPOSE

L'audience est suspendue; à la reprise, M. Messimy dépose. Le témoin s'explique sur les deux décisions qu'il prit à l'égard du général Fournier. « Vous connaissez, dit-il, l'envoi du général Pau, à Maubeuge, pour faire un rapport sur l'état de la place et sur les sanctions à prendre vis-à-vis du général Fournier que nous supposions défaillant. Le 7 au soir, le général Belin m'apporta un décret destituant le général Fournier et le remplaçant par le général Deschaux. Le décret parut au « Journal officiel ». Le 8, le général Pau me mettait au courant des travaux de Maubeuge, et sur ses instances, j'envoyai une dépêche au général Fournier pour lui dire que je lui rendrai ma confiance. J'ai toujours estimé, continue M. Messimy, qu'au moment de sévir avec de la volonté est excusable, tel est le principe qui a guidé ma conduite comme ministre et comme soldat. »

— Au-dessus des principes, il y a la loi, dit le président.

LE GENERAL PAU

On appelle à la barre le général Pau. « Le ministre m'avait chargé, dit le général Pau, de faire fouiller le général Fournier. Je n'ai pas attaché une grande importance à cette phrase, mais il ne m'a jamais donné l'ordre de lui télégraphier. Je devais revenir au plus tôt lui rendre compte de ma mission. C'est tout. »

Après la lecture de l'ordre donné au général Pau, au sujet du voyage à Maubeuge, le général Pau demande comment le ministre ne lui a pas dit que sa décision était prise, au sujet du général Fournier, au moment du son départ pour Maubeuge.

— Si je déclare que je vous l'ai dit, nous ne serons pas d'accord, roi à tout! répond M. Messimy. Il y a six ans de cela et je puis bien avoir oublié. Quant à ceux qui rapportent aussi fidèlement des propos très vieux, ils affirment une chose matériellement impossible.

— Le Conseil apprécie, dit le Président puisqu'il y a d'un côté, une affirmation absolue et de l'autre une affirmation atténuée.

Le capitaine Pasqual, député du Nord, était mobilisé à Maubeuge, sous les ordres du général Fournier. Après avoir, fait l'éloge du général Fournier et du général Villo, le témoin estime que le récondition du gouverneur a eu de déplorables résultats.

L'audience est levée à 19 heures et renvoyée à lundi.

DE GAUCHE A DROITE : Le commandant Magnien, le colonel Charlier, le général Villo, le général Fournier

Choses & Autres

Les Martiens.

Henri de Parville, le spirituel chroniqueur scientifique, a écrit tout un livre intitulé : « Un habitant de la planète Mars ».

Son hypothèse est que Mars est très en avant sur la terre. « Des êtres doivent parfaitement bien y exister encore. Ils appartiennent, dans l'échelle organique, à un rang plus élevé que l'homme contemporain. Il faut remonter à une époque beaucoup antérieure pour retrouver sur Mars l'analogie de l'espèce humaine. »

Mais, contrairement à ce qu'on en pourrait déduire, l'idée d'Henri de Parville était que « les êtres de Mars sont moins parfaits que sur la terre ; la vie y est plus rapide, donc l'être moins susceptible de perfectionnement ».

* *

A l'occasion, les personnes fières acceptent un service tout comme les autres : leur fierté consiste à n'en pas témoigner de gratitude.

VOIR, page 2,
NOS DÉPÊCHES
de la Dernière Heure

LES QUOTIDIENNES

LA JOURNÉE DES DUPES

Ce Premier Mai 1920 fut vraiment la journée des dupes.

Dupes, les travailleurs à qui on a imposé 24 heures de chômage forcé! Pourquoi?

Pour protester contre la politique nationale de la France à l'étranger et permettre aux Boches de ne pas exécuter le Traité de Paix; pour réclamer la nationalisation des chemins de fer, des mines, c'est-à-dire pour réclamer le régime économique et social qui ruine la Russie et la jette dans les bras de véritables tyrans; pour demander l'amnistie en faveur des déserteurs et des mutins; pour dresser les fonctionnaires contre la nation.

Dupes, les organisations syndicales qui, samedi, ont défilé en cortège à travers les villes, bannières rouges en tête, au son de l'« Internationale » jouée par les fanfares! Les syndicats s'imaginaient peut-être servir leurs intérêts en paradant dans les rues ou devant le perron des hôtels de ville. En réalité, ils servaient l'ambition des « arrivés » du parti socialiste qui les regardaient passer d'un œil satisfait, en caressant leur écharpe tricolore.

Des manifestations comme celle d'hier sont nécessaires de temps en temps, les dirigeants collectivistes le savent bien, pour donner aux militants qu'on laisse avec soin dans le rang, l'illusion qu'ils sont quelque chose et que leurs mandataires ont pour eux la plus grande déférence.

En somme, comme le socialisme n'est que de la démagogie à jet continu, les chefs socialistes n'ont pas encore trouvé mieux pour légitimer leur action et conserver leur influence, que de pratiquer, vis-à-vis du peuple, et toujours de plus en plus cyniquement, la politique de surenchère.

Dupes, eux-mêmes, les organisateurs locaux de 1er Mai soviétique! Oui, dupes des malins qui, de Paris, de Moscou et sans doute... d'ailleurs, tirent les ficelles du guignol révolutionnaire!

Au fond, malgré leurs opinions rouges, ils ne comprennent pas encore, la plupart du moins, la bolchévisation du pays. Mais les pauvres manœuvres sont « manœuvrés » par les fortes têtes du parti dont la violence ne couvre souvent que les appétits grossiers.

Dupe enfin, dupe surtout, hélas! la France, qui ne pourra jamais se relever si les grèves politiques succèdent aux grèves politiques et si on laisse primer ses populations courageuses et calmes par une poignée d'agitateurs!

Maurice Aubert.

Le 1er Mai à Paris et en Province

Journée calme. — Les meetings. — Les incidents

A ROUBAIX, A TOURCOING ET DANS LA RÉGION

La Grève des Cheminots n'est pas générale

La Grève des Cheminots

Dans les gares parisiennes

LA MATINÉE DE SAMEDI

Paris, 1er mai. — La relève de 6 heures du matin du personnel roulant et sédentaire, s'est effectuée normalement, dans les diverses gares parisiennes, notamment à l'Est et au Nord, ainsi que dans les dépôts de la Villette et de Noisy-le-Sec.

Les postiers ambulants sont à leur poste. Les gares sont occupées par des garde républicains.

A Saint-Lazare, où la relève de 20 heures avait été presque normale, de nombreuses défections se sont produites. A 6 heures, la Compagnie dut faire afficher un avis disant qu'elle était dans l'impossibilité d'assurer un service normal. Par contre, le service est normalement assuré à Montparnasse, où à 10 heures, ce matin, on ne signalait qu'un nombre insignifiant de défections.

Sur l'Orléans, de nombreux trains de grand parcours ont dû être supprimés, mais le service de banlieue reste normal.

Dans la plupart des gares, les postiers ambulants sont à leur poste.

Partout, en dehors de la présence de gardes républicains, les gares parisiennes présentent leur aspect habituel et le trafic est complet. Celui du chargement et des déchargements de marchandises est normalement assuré.

L'aspect général de Paris est très sensiblement plus animé que l'année dernière. Davantage nombreux tramways et autobus sur lesquels ont pris place des gardes républicains, circulent dans les rues. Les rames mises en circulation sur le Métro et le Nord-Sud, sont suffisamment nombreuses pour satisfaire aux besoins du trafic forcément réduit.

Le ravitaillement des Halles, quoique réduit, a été très suffisant et la plupart des commerçants de l'alimentation ont ouvert leurs boutiques.

Tous les services public, notamment le téléphone, le télégraphe, le gaz et l'eau, fonctionnent normalement.

UN APPEL DES CHEMINOTS AUX TRAVAILLEURS PARISIENS

De son côté, la Fédération Nationale des cheminots a fait lire dans toutes les réunions tenues ce matin, l'appel suivant qu'elle adresse aux travailleurs parisiens :

La Commission exécutive des cheminots, en ce premier jour de grève, envoie son salut fraternel à tous les travailleurs en lutte contre le patronat, engagés dans l'action pour le triomphe de leurs revendications sociales.

Les cheminots ont l'assurance qu'ils sont effectivement soutenus par l'ensemble du prolétariat.

La Commission exécutive confirme ses déclarations; elle place l'intérêt de la collectivité au-dessus de toute considération. En plein accord avec la C.G.T. et l'Union des Syndicats, elle entend continuer l'action jusqu'à pleine satisfaction. La C.G.T., aux côtés des cheminots, les assure de sa confiance et compte sur la discipline de tous pour mener à bien l'œuvre entreprise.

La Commission exécutive recommande instamment à tous les travailleurs le calme et le sang-froid que comporte la situation et crie à tous : « Courage ! Espoir et Volonté ! ! ! »

Cet appel est signé :

Pour la Fédération des Cheminots :
Lévêque, Bidet et Monmousseau ;

Pour la Commission exécutive de l'Union des Syndicats de la Seine :
Percevy, Lefebvre et Gérard.

SITUATION SATISFAISANTE SUR LE RESEAU DU NORD

Paris, 1er mai. — A 11 heures du matin, il résulte des rapports parvenus à la direction de la Compagnie du Nord, que la situation était satisfaisante sur l'ensemble du réseau. A quelques exceptions près, tous les agents du mouvement, de l'exploitation et de la voie n'ont pas obéi à l'ordre de grève et sont à leur poste, de sorte que le trafic est assuré normalement. Par contre, il y a chômage partiel parmi les ouvriers des ateliers.

Aux ateliers de La Chapelle, il y a 1.700 chômeurs sur 2.000 ouvriers, alors que le premier mai 1919 il y en avait 1.900. Au Bourget, il y a quelques chômeurs.

Sur le réseau de l'Etat, la situation est la même que dans les premières heures de la matinée. Le service des grandes lignes est assuré. Le service de banlieue, tant à l'aller qu'au retour, fonctionne en partie.

Aux gares des Invalides et de Montparnasse, le service est celui où l'on a constaté le moins de défection.

Dans presque toutes les gares, un grand nombre de volontaires assurent le service des employés grévistes.

UN COMMUNIQUE DU P.-L.-M.

Paris, 1er mai. — La Compagnie des chemins de fer du P.-L.-M. communique la note suivante, à 11 heures du matin :

Aucune défection ne s'est produite au service central. A la gare de Paris, on compte 25 chômeurs. A la gare de Lyon, il y a environ 50 0/0 de manquants. A Villeneuve-Saint-Georges, le pourcentage des chômeurs est de 50 environ. Dans ces deux derniers endroits, ces chiffres comprennent les ateliers.

Au centre de Montargis, il n'est produit très peu de défections.

Sur l'ensemble du réseau, d'après les renseignements qui sont parvenus dans la matinée, notamment à Lyon, le service paraît normal. Tous les grands trains sont assurés; le service de la banlieue est assuré d'après les besoins du public.

On ne signale aucun incident.

Le service de ceinture

La direction de la Compagnie de chemin de fer de ceinture déclare qu'un service réduit pourra être assuré dans le courant de l'après-midi, sur la grande et la petite ceinture.

Ce qu'on dit à la Préfecture de police

D'autre part, la Préfecture de police confirme que sur le réseau du P.-L.-M., du Nord et de l'Est, à 11 heures, le trafic est normal sur les grandes lignes, ainsi que sur les lignes de banlieue.

La préfecture ajoute que sur l'Orléans, le trafic est normal pour les lignes de banlieue. Quelques trains de grandes lignes seulement sont supprimés.

Sur le réseau de l'Etat, le chômage est partial.

Sur le P.-L.-M. le trafic est normal sur les grandes lignes. Quatre trains seulement seront supprimés sur les lignes de banlieue.

A PARIS

Paris, 1er mai. — L'aspect général de Paris est très sensiblement plus animé que l'année dernière. D'assez nombreux tramways et autobus, sur lesquels ont pris place des gardes républicains, circulent, ainsi que des rames de métro, suffisamment nombreuses. Quoique réduit, le service est très suffisant. La plupart des boutiques d'alimentation sont ouvertes.

AU CENTRAL TELEGRAPHIQUE

Paris, 1er mai. — Au Central télégraphique de la rue de Grenelle, le personnel a interrompu le travail, de 10 h. 30 à 11 h. 30. Durant cette interruption, des discours ont été prononcés par différents orateurs syndicalistes.

Un arrêt de même durée aura lieu de 18 à 19 heures, au moment du changement de brigade.

A la recette principale de la rue du Louvre, le personnel est à son poste, sauf les facteurs d'imprimés.

Dans les ministères, les divers fonctionnaires sont à leur poste.

Le service de l'électricité est complètement assuré par le personnel.

AU METROPOLITAIN

Dans le Métropolitain, 100 trains circulent, qui suffisent aux transports des voyageurs. Une station sur deux est ouverte.

Dans le Nord-Sud, il n'y a aucune défection. Toutes les stations sont ouvertes.

LES MEETINGS

L'ordre du jour en faveur des cheminots

Paris, 1er mai. — A partir de 8 heures du matin, les abords de la Bourse du Travail présentaient une grande animation. De nombreux militants viennent faire timbrer leur carte syndicale. Le temps est magnifique. Le service d'ordre aux abords de la Bourse du Travail est restreint.

Les syndicalistes, à leur sortie du monument se tiennent devant la Bourse du Travail et sur le terre-plein de la place de la République où ils discutent de leurs revendications. Jusqu'à 11 heures, il ne s'est produit aucun incident.

Les assistants ont voté le même ordre du jour qui a été adopté dans les réunions de quartier, notamment à la Bellevilloise, à la Maison Commune, rues Cambronne et de Bretagne.

Dans cet ordre du jour, les travailleurs, réunis sur la convocation de l'Union de Syndicats de la Seine, se félicitent du succès de la démonstration ouvrière. Ils prennent acte de la bataille engagée par les cheminots et se déclarent prêts à entrer en lutte lorsque l'appel leur en sera fait.

LES INCIDENTS

Un brigadier reçoit un coup de revolver dans le dos

Paris, 1er mai. — A la sortie d'un meeting organisé par le parti communiste, salle des Sociétés Savantes, le brigadier des gardiens de la paix Rondéau, du 6e arrondissement, a reçu un coup de revolver, dans le dos.

Le coup de feu est parti d'un groupe, mais l'auteur n'a pu être arrêté. Le blessé a été transporté à l'hôpital de la Charité. Son état ne serait pas inquiétant.

D'autre part, l'inspecteur principal Lecomte a été violemment frappé, également à la sortie de cette réunion.

Ce meeting avait été organisé pour protester contre le traitement infligé aux disciplinaires détenus au camp de Saint-Sauve (Puy de Dôme).

Un groupe de gardiens de la paix assailli

Paris, 1er mai. — A 15 h. 55, à l'angle de la rue Beaurepaire et d'un passage, des manifestants assaillent un groupe de gardiens de la paix qui reçoivent de nombreux projectiles, composés surtout de morceaux de grilles d'arbres. Pour se dégager, ceux-ci doivent se servir de leur revolver. Une dizaine de coups de feu sont tirés. On signale qu'un homme a été blessé.

Place de la République

A partir de 14 heures, les militants commencent à se grouper en grand nombre aux abords de la place de la République. On remarque qu'ils ont tous arboré l'églantine rouge à la boutonnière. Jusqu'à 15 heures, aucun service d'ordre n'apparaît, mais à cette heure, un peloton de gardes républicains à cheval sort de la caserne du Prince Eugène. Quelques coups de sifflets se font entendre. Une légère bousculade se produit. Un groupe de gardes républicains à pied sort ensuite de la caserne.

A l'angle de la rue des Douanes et du boulevard Magenta, des manifestants brisent les grilles des arbres et s'en servent en guise de projectiles et les lancent dans la direction du service d'ordre. Les agents dispersent les manifestants sur les grands boulevards avoisinant la place de la République, les faubourgs du Temple et le boulevard Magenta.

Coups de revolver

A 15 h. 30, quelques bagarres se sont produites à l'angle du boulevard Magenta et de la place de la République. On entend, à ce moment, trois coups de revolver. Personne n'est atteint. La place de la République est dégagée. Les manifestants sont refoulés par les voies principales aboutissant à la place de la République.

LA BOURSE DU TRAVAIL FERMÉE

A la Bourse du Travail, aucune réunion n'a été tenue cet après-midi; seuls les passages de groupes de syndicalistes se poursuivent.

A 15 h. 15, la Bourse est fermée.

EN PROVINCE

Paris, 1er mai. — Les dépêches de province parvenues jusqu'ici, ne signalent aucun cas de chômage général et aucun incident notable.

A Nantes, les ouvriers, à l'issue d'une conférence, se sont formés en cortège et ont parcouru la ville en chantant l'« Internationale ».

A Nancy, un cortège a parcouru le centre de la ville.

Devant la Préfecture, les manifestants ont réclamé l'amnistie et la création d'une Bourse de Travail, la suppression de l'arbitrage et d'autres revendications. Les trains circulent normalement.

A Besançon, le chômage est presque complet. Plusieurs trains sont partis ce matin.

A Lyon, dans les gares, le mouvement de grève n'est pas suivi. On signale quelques défections parmi les hommes d'équipe et dans les ateliers.

A Decazeville, le chômage est général chez les mineurs et les métallurgistes.

A Hagen, les métallurgistes, les ouvriers des industries maritimes, les dockers et de nombreux travailleurs d'autres corporations chôment.

A Brest, le service des trains marche normalement sur les lignes de l'Etat. Sur les lignes de l'Orléans, on annonce que le service est arrêté à partir de Landerneau.

A Albi, seules les grandes corporations, mineurs, verriers et métallurgistes chôment.

A Tulle, le chômage est à peu près général.

A Troyes, onze usines sur vingt-deux travaillent à effectif complet.

A Troyes, le service des chemins de fer fonctionne normalement.

A Fourmies, le chômage est complet.

A Epinal, le chômage est à peu près général dans les usines. Le service des trains fonctionne normalement.

Un cortège de manifestants a circulé dans la rue en chantant l'« Internationale ».

A Saint-Etienne, le chômage est général, sauf chez les cheminots où l'on compte seulement 30 0/0 de défections.

Un cortège, avec drapeaux et pancartes, a parcouru les grandes artères de la ville.

Au Mans, le chômage est partiel dans quelques usines.

Entre Tours et Le Mans, on ne signale qu'un train dans chaque sens, au lieu de trois normalement.

A Toulouse, le chômage des diverses corporations est étendu, mais n'est pas général. On compte à peine à dix heures du matin 250 défections dans les divers services, sur un effectif de 2.000 cheminots.

A Perpignan, le commerce et les services publics sont arrêtés. Des manifestations et des cortèges ont eu lieu ce matin.

A Angoulême, ce matin, un cortège de cheminots et d'ouvriers a parcouru la ville avec un drapeau rouge en chantant l'« Internationale ».

A Saint-Chamond, la grève est partielle dans les Aciéries de la Marine et dans les manufactures.

A Bordeaux, de nombreuses corporations chôment.

A Brest, la matinée s'est déroulée dans le plus grand calme. Un cortège a parcouru la ville, dont les magasins et les ateliers sont fermés.

Au Havre, le chômage est à peu près général chez les inscrits et les dockers et le personnel des tramways ; chez les cheminots, 60 0/0 chôment.

A Dijon, les trains circulent normalement. Aux ateliers de Perrigny, il y a un certain nombre de grévistes.

A Bourges, une manifestation rassemblant plusieurs milliers de personnes a parcouru les principales rues de la ville.

A Charleville, les trains marchent normalement.

A Lorient, le chômage est à peu près général dans l'arsenal et dans les industries.

A Toulon, un cortège a parcouru les principales artères de la ville. Il était précédé de l'Harmonie des Travailleurs syndiqués de l'Arsenal qui jouait l'« Internationale ».

A ROUBAIX

Le 1er mai s'est passé, cette année, à Roubaix, à peu près comme d'habitude. Il n'y a ni plus ni moins de chômage. Et le cortège traditionnel n'a pas groupé davantage de manifestants, au contraire. L'habitude, comme en toute chose, triomphe là aussi de l'enthousiasme.

D'ailleurs, la raison principale de participer à ce cortège a disparu pour beaucoup depuis qu'il ne se rend plus au cimetière.

Ce n'est pas la revendication de la paix avec la Russie soviétique qui peut composer dans le cœur des ouvriers roubaisiens, la manifestation d'un sentiment comme celui de la vénération pour les morts.

Il n'y avait même plus, cette année, pour attirer le monde, la présence d'un des chefs du Parti, comme on vit l'année dernière M. Renaudel à la salle Pierre-de-Roubaix.

En somme, et par le temps idéal qui régnait samedi, le 1er mai a revêtu ici bien plus le caractère d'un jour de fête que celui d'une manifestation révolutionnaire.

La Matinée

La ville, qui, aux premières heures de la journée, avait plutôt un aspect morne, s'est réveillée petit à petit, et, vers 9 heures, l'animation fut celle des matinées de dimanche ou de jour de fête. Un clair soleil invitait à la promenade et nombreux furent les cyclistes qui profitèrent de cette journée de chômage pour se dégourdir les muscles et excursionner aux environs.

DANS LES USINES

Chômage prévu

Le chômage dans les usines du textile a été complet, samedi. La convention de juin 1919, passée entre le Consortium et les syndicats avait d'ailleurs reconnu le chômage du 1er mai, et stipulait en outre que le temps perdu de ce fait serait récupéré sur les autres jours.

DANS LES SERVICES PUBLICS

Les cheminots restent au poste

Conscients de leur devoir et de leurs obligations, les employés du chemin de fer n'ont pas répondu à l'appel lancé par la C. G. T., et le service a été assuré comme d'habitude.

Demi-chômage aux P. T. T.

Dans les P. T. T., il y eut quelques défections atteignant surtout les facteurs et les employés d'intérieur. En effet, 36 facteurs sur 63 que compte notre Hôtel des Postes, ne se sont pas présentés à l'ouverture des bureaux. Quant aux employés d'intérieur, la moitié seulement s'est mise au travail. Malgré cela, les services des Télégraphes et Téléphones ont été assurés normalement.

Les tramways arrêtés

Selon la décision prise par le Syndicat, les tramways n'ont pas circulé.

LE CORTÈGE

Dès neuf heures et demie, quelques centaines d'ouvriers se trouvaient groupés devant « La Paix », afin de prendre part à la manifestation annoncée.

Le cortège ne se mit en marche que vers dix heures un quart. Ouvrant la marche, quelques hommes et jeunes gens portaient des pancartes où étaient inscrites les revendications ouvrières. Venaient ensuite la bannière rouge des Syndicats du Textile, le drapeau rouge du Syndicat du Bâtiment, et la bannière, toujours de même couleur, de la fanfare « La Paix », suivie de la musique. Venaient enfin les membres du Comité exécutif de la Bourse du Travail, suivis des ouvriers. Les manifestants étaient au nombre de 1.250 et, par les rues Decrème, du Moulin et Neuve, sont arrivés sur la Grand'-Place.

A l'Hôtel de Ville

Là, sur les marches du perron, les attendait M. Lebas, entouré des adjoints et des conseillers municipaux.

Un cordon d'agents barrait la partie de la Grand'-Place adjacente à l'Hôtel de Ville, et c'est dans cet espace que sont venus se grouper les manifestants, parmi lesquels on remarquait une importante délégation d'employés des tramways et quelques facteurs des Postes.

En attendant les discours, la fanfare « La Paix » exécute l'« Internationale », dont le refrain fut repris par les manifestants.

Les revendications des ouvriers

M. Henri Lefebvre, secrétaire de la Bourse du Travail de Roubaix, s'approche alors du Conseil municipal et donne, à haute voix, lecture des revendications des syndicats affiliés à la C. G. T.

« Après avoir dit en quelques mots l'origine du 1er mai, le secrétaire de la Bourse du Travail rappelle les revendications déposées l'an dernier, et constate pour plusieurs que rien ou presque rien n'a encore été fait.

« Nous demandions la paix et cette paix entre tous les peuples n'existe pas encore. La classe 18 est maintenue pour veiller sur le Rhin et actuellement nous combattons encore en Orient. Nous demandions aussi l'amnistie et à l'heure présente, les familles attendent encore le retour des leurs qui, pour une heure d'oubli, ont été condamnés injustement par les Conseils de guerre. Nous dit